

even. You have had this spurt of demand. I do not think anybody could plan that, because one did not know what the attitude of the United States' government was going to be. There is no way in which one can measure it. As you can see here that kind of study is not done overnight. The Board has been doing its duty as it interprets it to keep under constant survey the levels of production of energy in Canada in relation to our requirements. I am very pleased to have your comments, Mr. Hamilton, and to hear you congratulating the board on it. I congratulate my Board too. They have been very anxious to do their job and have done, I think, a very competent job.

• 2105

What you have had is a projection here in demand which nobody could foresee. But when that did come and the pipeline was operating at, we think, an inordinantly high level where you do jeopardize Canadian supply, the Board moved into the government and the government promptly instituted these controls.

Mr. Macdonald (Rosedale): Mr. Chairman, perhaps I could add an important element here. You mentioned contracts, Mr. Hamilton, as distinguished from natural gas which, as you know, has contracts of 15- to 20-year terms. Oil is dealt with in this area on 30- to 45-day nominations, so that you do not have long-term demands set out by formal contracts. You are responding to nominations each month. I take it, Dr. Howland, that this is why it is so hard to predict what the demand will be at any one time.

Dr. Howland: That is right. I must say to the Committee that I do not think it is any secret that the number of United States customers has gone up from the time we were controlling this on a voluntary basis. We then had 15 people to deal with. Now I think it is 45 or 50 customers. Some of these customers built refineries to use Canadian oil. Others came in only because of a shortage of supplies under their own quota system. I can assure you that the Board is going to have a very difficult job in trying to work out a method of controlling exports with proper equity to the United States consumers.

Mr. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Are you going to use the voluntary method?

Dr. Howland: No, we moved into the formal method today with this. We are into the formal arrangements. Then we have this difficult problem of how to devise a system with so many different grades of crude oil, with so many variants of the refining operations in the United States, and get something here which is still equitable, but which is fundamentally directed to ensuring that Canadian requirements will be met. We are debating here and we will be listening to the country as it advises the Board as to what it thinks the Board should set aside for Canadian requirements.

If you put priority only on Canadian requirements, I think you could go along without putting reserves aside for them. Our own Board's look at this made us feel that we really wanted to look at this carefully. Who can be sure when the tar sands are coming on? If the tar sands come on in an orderly manner, we project about one plant every year and a half. This means \$500,000 and a lot of skilled men. How sure can the Board be on this? How sure can we

fait, nous nous trouvons actuellement dans une situation que l'Office avait prévue pour 1974 et 1975. Je ne pense pas que quiconque aurait pu prévoir cette situation, car personne ne savait ce que serait l'attitude du gouvernement des États-Unis. Il n'y avait aucun moyen de le prévoir. Comme vous pouvez le constater, ce genre d'étude ne se fait pas du jour au lendemain. L'Office pense avoir accompli son devoir lorsqu'il tient constamment à jour les niveaux de production d'énergie au Canada par rapport aux besoins. Je suis très heureux d'entendre vos observations, monsieur Hamilton, et de vous entendre féliciter les membres de l'Office. Je les félicite également. Ils ont fait

montre d'une grande ardeur au travail, et à mon avis ils ont accompli leur tâche à merveille.

Il est survenu une augmentation formidable de la demande que personne n'aurait pu envisager. Mais lorsqu'elle est survenue et que le pipeline fonctionnait, à notre avis, à un rythme extraordinairement élevé, qui pouvait mettre en danger les sources énergétiques du Canada, l'Office s'en est remis au gouvernement qui a rapidement institué cette mesure de contrôle.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, si vous le permettez, j'aimerais ajouter ici un élément important. Vous avez mentionné, monsieur Hamilton, des contrats qui diffèrent de ceux du gaz naturel qui, comme vous le savez, sont d'une durée de quinze à vingt ans. Pour ce qui est du pétrole, dans cette région, il s'agit de contrats de 30 à 45 jours, afin de ne pas imposer de demandes à long terme par suite de contrats en règle. Il faut demander un renouvellement de contrat tous les mois. Si je comprends bien, monsieur Howland, voilà pourquoi il est si difficile de prédire la demande quelque temps à l'avance.

M. Howland: C'est exact. Je dois vous dire que ce n'est un secret pour personne que le nombre de clients américains a augmenté depuis le moment où nous avons commencé à exercer un contrôle spontané. A ce moment-là nous n'avions à traiter qu'avec 15 personnes. Maintenant, je crois que nous avons de 45 à 50 clients. Certains de ces clients ont construit des raffineries pour y traiter le pétrole canadien. D'autres ne sont venus qu'à cause d'un manque d'approvisionnement dû à leur propre système de quotas. Je puis vous assurer que l'Office aura beaucoup de mal à essayer de mettre au point une méthode permettant de contrôler les exportations tout en étant juste pour les clients américains.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Allez-vous laisser le choix?

M. Howland: Non, nous adoptons aujourd'hui une méthode officielle et nous devons élaborer un système équitable qui tienne compte de toutes les catégories différentes de pétrole brut, des procédés de raffinage aux États-Unis et de besoins du Canada. Nous en discutons présentement et nous écouterons les conseils que l'on voudra bien faire à l'Office, quant à ce qu'il faudrait spécifier comme besoins du Canada.

En mettant en priorité unique les besoins du Canada, je crois que nous pouvons procéder sans avoir à mettre de côté des réserves. Les membres de l'Office sont d'avis que nous devons examiner cette question avec grand soin. Qui peut être certain du moment où les sables pétrolifères seront exploitables? Si les sables pétrolifères produisent régulièrement, nous envisageons de construire une usine tous les 18 mois. Cela représente \$500,000 et un grand nombre d'ouvriers spécialisés. Mais quelle certitude l'Office peut-il avoir? Des indices sérieux nous portent à croire qu'il y a des quantités importantes de pétrole dans le delta,